

Déclaration à la presse sur la campagne de fausses nouvelles contre l'URSS

Christian Rakovsky

Source : Texte original rédigé en français. 1917.mid.ru (Op.1. D.695. P.45). Note MIA.

[Autour du 20 juin 1927]

Messieurs,

Je vous ai convoqués pour vous déclarer que l'Ambassade est à la disposition de la presse parisienne pour lui communiquer tous renseignements utiles concernant notre pays.

Personnellement, je suis à votre disposition aujourd'hui pour répondre aux questions que vous voudrez bien me poser, mais avant d'y arriver, je me permettrai quelques observations.

Je considère que de telles relations sont particulièrement nécessaires dans une période où dans les rapports internationaux il y a une tension évidente et où de nouveau, vers l'Union des Soviets, se porte l'attention de l'opinion publique mondiale.

Je connais la technique de la presse et je sais avec quelle émulation professionnelle, avec quel empressement on communique une nouvelle, même quand elle paraît un peu suspecte, de crainte qu'elle ne soit déjà publiée par un confrère qui paraîtrait ainsi mieux informé. Mais il me semble que les journalistes eux-mêmes sont intéressés à ce que leur zèle professionnel ne soit pas exploité dans un but opposé à celui qu'ils poursuivent.

Or, je dois dire franchement que la plupart des prétendues nouvelles dont la presse s'est fait l'écho ces dernières semaines, ont eu la tendance nette d'envenimer les rapports entre notre pays et nos voisins immédiats ou d'autres pays avec lesquels nous sommes en rapports diplomatiques et économiques.

Ainsi, la presse française se fit l'écho d'une série d'informations concernant l'échange de notes entre le Gouvernement des Soviets et la Pologne à l'occasion de l'assassinat de [Woïkov](#) à Varsovie. On nous a attribué que nous demandions l'extradition du meurtrier. Cette nouvelle ne pouvait partir ni de notre Gouvernement ni du Gouvernement polonais, étant donné qu'une pareille demande n'a jamais été formulée. Les notes que nous avons envoyées à la Pologne ont été publiées dans la presse et on a vu qu'il n'y avait rien là que le Gouvernement polonais lui-même n'avait pas accepté avant la lettre ; rien qui ne dépasse les rapports de bon voisinage et de respect mutuel des intérêts de la Russie et de la Pologne.

La seule demande qui pouvait paraître comme insolite : la dissolution des organisations monarchistes et terroristes russes agissant sur le territoire de la Pologne et organisant des complots terroristes contre le Gouvernement des Soviets, est strictement basée sur le traité de Riga.¹ Elle a d'ailleurs précédé de beaucoup l'attentat de Varsovie et avait fait, non seulement l'objet d'échanges de vues entre les deux Gouvernements, mais avait abouti même à un accord.

On nous a attribué une troisième note que nous aurions envoyée à la Pologne sans attendre sa réponse à la seconde note de [M. Litvinov](#) et dans laquelle étaient formulées les propositions du Gouvernement des Soviets. Ceci n'est pas exact, le Gouvernement des Soviets attend le retour de Mr. Zaleski à Varsovie pour continuer la conversation qui ne sortira des cadres d'un échange de vues entre deux gouvernements préoccupés à l'amélioration de leurs relations. En ce qui nous concerne nous en avons donné la preuve par notre proposition à la Pologne de conclure avec elle un pacte de non agression.

On a publié également dans la presse le texte d'une prétendue note que nous aurions envoyée à la Finlande en réponse à une note que le Gouvernement finlandais nous aurait adressée à propos de l'exécution de Elvengren. En même temps que l'Ambassade, le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères a déclaré que c'est un apocryphe ; cette prétendue réponse du Gouvernement des Soviets a été inventée de toute pièce dans un but qui ne peut être difficile à deviner : susciter des conflits avec nos voisins et augmenter l'animosité contre nous. La vérité est que le gouvernement finlandais, sur l'affirmation que Elvengren était citoyen finlandais, avait demandé par l'intermédiaire de son représentant à Moscou, une explication verbale au Gouvernement des Soviets, qui lui a communiqué que, Elvengren, ancien officier de l'armée tsariste, venu en Russie avec un passeport roumain, ayant appartenu à une organisation monarchiste russe et comme tel ayant organisé une série d'actes terroristes, ne pouvait jouir de cette garantie que nous accordons aux étrangers laquelle consiste à communiquer à leurs Missions toutes les fois qu'un de leurs citoyens est arrêté. Ceci certainement ne signifie pas qu'il suffirait à un monarchiste terroriste russe de se mettre sous la protection d'une puissance étrangère pour le soustraire aux sanctions de la loi

J'ai appris hier, de Moscou, que ce n'est qu'hier dimanche 19 juin, que le Commissariat du Peuple pour les Affaires Étrangères a reçu une demande écrite de la part du Ministre de la Finlande, sur le cas d'Elvengren. Ce qu'on avait annoncé de ce côté n'était donc qu'un faux.

Ces deux faits, ajoutés à tant d'autres, prouvent qu'il existe une action concertée, dont le but est de substituer à l'aplanissement pacifique des incidents, des conflits qui devraient, dans l'esprit des organisateurs de cette action, mener à la guerre. On cherche à créer des mouvements d'opinion qui déborderaient les gouvernements eux-mêmes. Et c'est ici, à mon avis, le grand danger de cette véritable orgie de fausses nouvelles.

Je ne veux pas rechercher ici les responsabilités. Vous êtes mieux en état de rechercher l'origine de cette action, mais j'attire votre attention, j'ai bien le droit de le dire puisqu'il ne s'agit pas de citoyens étrangers, sur l'activité des organisations monarchistes russes à l'étranger. Elles ne représentent personne en Russie mais précisément puisqu'elles n'ont aucune racine dans le pays, ni dans les classes moyennes du pays, ni parmi les couches enrichies de la classe paysanne, ces organisations cherchent un appui à l'étranger. Elles n'espèrent arriver au pouvoir qu'en réussissant à provoquer une intervention armée contre l'Union des Soviets, par toutes sortes de moyens parmi lesquels l'assassinat et le faux tiennent la première place. Ils escomptent la défaite militaire de l'Union des Soviets pour réaliser la restauration monarchique en Russie ; elles n'ont d'espoir pour arriver au pouvoir que dans les cales d'une flotte ou les fourgons d'une armée étrangères. C'est pourquoi elles cherchent, d'un côté, en provoquant des assassinats de représentants diplomatiques de l'Union des Soviets à l'étranger à susciter des incidents et des conflits qui devraient mener la guerre avec la Russie. D'autre côté, en organisant des attentats à l'intérieur du pays, les mêmes organisations monarchistes terroristes

1. Traité de paix signé le 28 mars 1921 par la Pologne d'une part et les républiques soviétiques de Russie et d'Ukraine de l'autre, il mettait fin à la Guerre polono-soviétique de 1920.

cherchent à créer à l'étranger, l'impression que la stabilité du régime soviétique est ébranlée et que les désireux d'intervenir en Russie auront la tâche facile

Mais on prétend que ces actes sont individuels, qu'ils n'ont pas été préalablement concertés. Je ne sais pas si on peut, à priori, faire sérieusement une telle affirmation. Quand par exemple, le même jour, 7 juin, il y a en même temps l'assassinat de Woïkov à Varsovie, de Opansky – chef de la sûreté de la Russie Blanche – entre Minsk et la frontière polonaise, ainsi que de son chauffeur, et un attentat à la bombe à Leningrad, et qui a fait 30 victimes dont plusieurs grièvement blessés parmi des étudiants réunis à un cours de philosophie, il est hasardeux de parler d'actes individuels. Si on prend en considération que les actes terroristes sont commis, la plupart près de la frontière ou dans la capitale, l'origine étrangère de ces actes paraît encore plus évidente. Nous en avons la preuve directe dans les témoignages et les matériaux trouvés pendant les perquisitions. De même d'après les aveux des arrêtés.

Je reviens à l'énumération des faits terroristes de ces derniers temps. Quatre jours avant l'attentat de Varsovie, une bombe a été trouvée à Moscou, prête à exploser, dans un bâtiment de la Rue Loubianka ; avant, le 10 mai, un groupe d'anciens officiers monarchistes étaient surpris organisant un attentat contre une série d'hommes politiques. Le 12 mars, un attentat qui devait avoir lieu au grand théâtre de Moscou, pendant un meeting, échoue indépendamment de la volonté de son auteur, un certain Gourévitch.

Je suis prêt à m'expliquer avec vous sur les mesures que les autorités judiciaires de mon pays ont crû devoir prendre en appliquant à vingt terroristes la procédure du tribunal exceptionnel, mais il faut avouer que c'était une mesure de défense destinée à mettre fin à l'action terroriste qui menace, non seulement la paix de l'Union des Soviets, mais la paix de l'Europe entière.